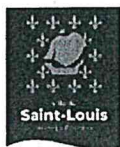


DEPARTEMENT DE LA REUNION



Ville de passion!

REPUBLIQUE FRANCAISE



Liberté - Egalité - Fraternité

COMMUNE DE SAINT-LOUIS

LA MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS

ARRÊTE N° 211 PRM/DAJ/DA/MJ/2023

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
 Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment L.2212-2 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du maire,
 Vu le Code Pénal, et notamment l'article R 610-5,
 Vu le Code de la route,
 Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre I – Huitième partie – Signalisation Temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992,
 Vu l'article L 511 – 1 du code de la sécurité intérieure,
 Vu la demande de l'Entreprise SECAB du vingt et un mars deux mille vingt trois,
 Vu l'avis N° 124/2023 du vingt-neuf mars deux mille vingt-trois de la police municipale,
 Vu l'avis N° 77 / 2023 du 30/03 / 2023 de la Direction Générale des Services Techniques,

Considérant que pour éviter tout accident lors des travaux de fouille pour le raccordement au réseau électrique EDF, il y a lieu de réglementer la circulation sur la rue Valmy.

ARRETE

Art. 1. - La circulation se fait sur demi chaussée par feux tricolores sur la rue Valmy au droit du N° 2.

Art. 2. - Le stationnement et le dépassement sont interdits au droit du chantier.

Art. 3. – Les dispositions du présent arrêté sont effectives du mardi quatre avril deux mille vingt trois au vendredi dix-neuf mai deux mille vingt trois de sept heures à dix-sept heures.

Art. 4. - La signalisation réglementaire est mise en place par l'Entreprise SECAB.

Art. 5. - La réfection du domaine public routier est effectuée par l'Entreprise SECAB après les travaux.

Art. 6. - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès-verbal.

Art. 7. - Madame La Directrice Générale des Services de la Ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Art. 8. - Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre de Secours de Saint-Louis, à la Semittel, à la Société des Transports MOOLAND, à la CIVIS, à l'Entreprise SECAB.

Copie à :

- Gendarmerie de Saint-Louis
- Police Municipale
- Centre de secours de Saint-Louis
- C.I.V.I.S
- Semittel
- Transports MOOLAND
- Entreprise SECAB
- M. Alain PAYET
- Régie route
- Service communication
- M. Laurent ROBERT

Fait à Saint-Louis, le 30 MARS 2023

Pour la Maire et par délégation
Le Directeur Général des Services Techniques




Laurent Robert
M. Laurent ROBERT

LA MAIRE

certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
 informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification
 -- d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion
 -- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion qui peut être assorti d'un recours en référé prévu par l'article L.521-2 du code de justice administrative

HOTEL DE VILLE SAINT-LOUIS
 125 Avenue du Docteur Raymond Vergès - 97450 SAINT-LOUIS

 0262 91 39 50